



# Introduction à la vie et à l'œuvre de Ferdinando Galiani et Chronologie de la vie de F. Galiani

André Tiran

## ► To cite this version:

André Tiran. Introduction à la vie et à l'œuvre de Ferdinando Galiani et Chronologie de la vie de F. Galiani. De la monnaie = Della moneta / Ferdinando Galiani, *Economica*, pp.IX-XLVI, 2005. <halshs-00117973>

**HAL Id: halshs-00117973**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00117973>**

Submitted on 3 Dec 2006

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ANDRÉ TIRAN  
UMR CNRS TRIANGLE  
UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

## INTRODUCTION A LA VIE ET A L'ŒUVRE DE FERDINANDO GALIANI

Vers 1750, l'accélération des échanges, l'augmentation de la masse monétaire liée à la conjoncture politique et économique, inquiètent ou réjouissent à la fois le petit peuple et les grands de ce monde. Il faut agir, et il importe de réfléchir pour savoir choisir des solutions plausibles. Hardiment un inconnu saisit à bras le corps le sujet ; il pose les bases de la problématique, aux lendemains de la paix d'Aix-la-Chapelle de 1749. L'anonymat souhaité renforce la curiosité, et l'œuvre remporte un franc succès. Pourtant, alors et pendant près de 250 ans, aucune traduction complète en quelque langue que ce soit ne sera réalisée. Offrir aujourd'hui, au public francophone, une traduction bilingue remédie à une injustice notoire, puisque l'histoire de la pensée économique privilégie un groupe réduit d'auteurs, la plupart anglo-saxons

La traduction du *Della Moneta* en français est un premier pas. Elle n'a de sens que dans l'espoir qu'elle sera suivie d'autres traductions d'ouvrages aussi fondamentaux pour la formation de la conscience européenne et l'histoire des idées que les : *Lezioni del commercio* de Antonio Genovesi, l'*Economia pubblica* de Cesare Beccaria, l'*Economia nazionale* de Gian Maria Ortes. À ces auteurs italiens, il faudrait ajouter ceux, tout aussi importants, d'Espagne et d'Allemagne.

Nous donnons, dans cette introduction, un certain nombre d'informations sur la biographie de Ferdinando Galiani, sur le contexte économique et politique de l'époque, ainsi que sur les enjeux des débats menés au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle à propos du système monétaire. Des passages entiers du *Della moneta* s'appuient sur des observations directes, des lectures d'ouvrages et des conversations de salons, si importantes à l'époque pour la constitution et la diffusion du savoir. Sans faire de référence artificielle à l'actualité européenne, qu'il nous soit permis de relever que ce n'est pas un hasard si le « débat sur les monnaies »<sup>1</sup>, au milieu du XVIII<sup>e</sup>, intervient lors d'une période de changements de régime politique dans la plupart des États italiens. La meilleure introduction que l'on puisse trouver au *Della Moneta* de F. Galiani est d'ailleurs l'ouvrage de Franco Venturi : *Settecento Riformatore*<sup>2</sup>. Faute de disposer d'une traduction française de ce livre majeur de l'histoire du XVIII<sup>e</sup> siècle en Italie, nous avons pris le parti de nous appuyer sur ses travaux ainsi que sur ceux d'autres historiens italiens<sup>3</sup>.

### *Ferdinando Galiani*

Ferdinand Galiani naît à Chieti le 2 décembre 1728, de Anna Maria Ciaburri et Matteo

---

<sup>1</sup> Franco VENTURI, *Settecento Riformatore I, Da Muratori a Beccaria*, Torino, Einaudi, 1998, pp. 443-522.

<sup>2</sup> Franco VENTURI, *Settecento Riformatore I, Da Muratori a Beccaria*, Torino, Einaudi, 1998.

<sup>3</sup> Nous nous sommes appuyés en particulier sur la monumentale *Storia di Napoli*, Napoli, Società editoria di Napoli del Mezzogiorno continentale e della Sicilia, 1967-1978, 11 vol. en 15 t. Pour toute l'histoire du Royaume de Naples, on peut consulter l'ouvrage de Pietro COLLETTA, *Storia del reame di Napoli*, Capolago, Tipografia elvetica, 1834, dans l'édition a cura di Nino CORTES, Napoli, Libreria editrice, 1951. Pour l'histoire économique et financière, consulter l'ouvrage fondamental de Ludovico Bianchini, *Della storia delle finanze del regno di Napoli, libri sette*, Palermo, s. m. e., 1839.

Galiani. Son père réside à Foggia comme auditeur royal, puis à Trani comme officier fiscal. En juillet 1735, il envoie son fils Ferdinand à Naples chez son frère Celestino, alors archevêque de Tarente, pour que celui-ci prenne en charge son éducation ; le frère aîné de Ferdinando, Berardo, y réside déjà depuis 1732. Celestino Galiani est aussi depuis février 1732 Grand Chapelain du Royaume<sup>4</sup>. L'éducation de Ferdinand se fait dans la maison de son oncle à Sant'Anna di Palazzo, puis au monastère des Célestins de San Pietro a Majella<sup>5</sup> durant la longue mission de Celestino Galiani comme négociateur du Concordat entre 1737 et 1741 : l'affaire est d'importance compte tenu entre autres des remous suscités par l'œuvre de Pietro Giannone<sup>6</sup> et d'autres condamnations romaines.

La formation philosophique de Celestino Galiani, influencée par la lecture des œuvres de I. Newton et J. Locke<sup>7</sup> guide les principes d'éducation qu'il applique à ses neveux : le programme d'études implique aussi bien la littérature italienne, le latin, le grec, l'hébreu, la philosophie et les sciences naturelles, le droit et l'économie que les mathématiques. Ferdinando profite de l'enseignement d'excellents professeurs comme C. Catalano, P. Orlandi et A. Buonafede durant la période passée au monastère des Célestins. Il suit les cours de M. Cusano, professeur de droit civil. Dans la maison de son oncle, il peut rencontrer une foule de lettrés puisque son oncle est chargé de la réforme de l'université : le célèbre Gianbattista Vico qui prépare une 2<sup>e</sup> édition de la *Scienza Nova* (1744), les juristes N. Capasso, G. P. Cirillo et N. Fraggianni ; les spécialistes de l'antiquité : A. S. Mazzocchi, M. Egizio, G. Martorelli ; les naturalistes, mathématiciens et astronomes : G. Porta, A. Fiorelli, M. Ruberto, D. Sanseverino, P. de Martino, G. Orlando ; ainsi que le médecin F. Serao.

En 1745 F. Galiani reçoit les ordres mineurs et donc à l'époque le titre d'abbé. Ses centres d'intérêts multiples l'amènent à combiner études de l'Antiquité et analyse des problèmes économiques de son temps. Il s'intéresse beaucoup, avec son frère Berardo, à l'archéologie. De ces études (1747-1748) il tire la dissertation *Sullo stato della moneta ai tempi della guerra troiana per quanto ritraesi dal poema di Omero*<sup>8</sup> restée alors inédite. Il suit avec passion les discussions<sup>9</sup> politiques et économiques menées autour de Alessandro Rinuccini et Bartolomeo Intieri.

Bartolomeo Intieri est le personnage principal du groupe réuni autour de Celestino Galiani. À l'échelle du Royaume de Naples, il joue le même rôle qu'un Vincent de Gournay en France, appuyant toutes les initiatives qui visent à augmenter l'activité économique, la production des biens<sup>10</sup>. Dans la villa de B. Intieri à Massa Equana, F. Galiani participe aux discussions sur les questions économiques et politiques du Royaume de Naples. C'est au cours de l'année 1746 qu'il rédige *Dell'antichissima storia delle navigazioni nel Mediterraneo*. C'est dans le même esprit

<sup>4</sup> Cette charge comportait les attributions de ministre de l'instruction publique (en particulier la direction de l'Université de Naples) et de ministre du culte. Celestino GALIANI avait pris en charge le frère aîné de Ferdinando, Berardo (1724-1774) qui deviendra archéologue, traducteur et commentateur de Vitruve.

<sup>5</sup> Celestino GALIANI participe aux négociations pour le Concordat; il rentre à Naples en juillet 1741.

<sup>6</sup> Voir Anne MACHET, « Arrière-plans d'un article des *Mémoires de Trévoux*, ou comment Giannone devient le martyr de la cause qu'il défend », *Études sur la presse au XVIII<sup>e</sup> siècle : Les Mémoires de Trévoux*, N° 2, Lyon, Centres d'études du XVIII<sup>e</sup> siècle de l'Université de Lyon, 1975, pp. 77-116.

<sup>7</sup> Voir la notice sur Celestino GALIANI en fin de volume.

<sup>8</sup> Voir appendice in F. GALIANI, *Della Moneta*, a cura di A. Caracciolo et A. Merola, Milano, Feltrinelli, 1963.

<sup>9</sup> Voir la présentation de Anne MACHET sur ce point.

<sup>10</sup> Ce qu'il fait avec la création de la chaire de « mécanique et de commerce » à l'université de Naples pour Antonio GENOVESI, ou par ses recherches techniques sur les machines agricoles. F. GALIANI collabore à la publication en 1754 de *Della perfetta conservazione del grano*, dont il se prétendra le seul auteur. Furio DIAZ, dans son introduction aux *Opere di Ferdinando Galiani*, précise que l'ouvrage « décrit un poêle pour la conservation du blé conçu par B. Intieri en 1728 et construit en 1731, a une allure solidement technique et dans le style de l'argumentation une allure typiquement « intierienne », si bien que l'on peut penser que la participation de Galiani est d'un niveau bien moindre que celle que le vaniteux Ferdinando s'attribuera », *Illuministi italiani, Opere di Ferdinando Galiani*, volume 46, tome VI, a cura di Furio DIAZ e Luciano GUERCI, Milano-Napoli, Riccardo Ricciardi editore, 1973, p. XIV.

littéraire et érudit qu'il rédige à cette époque *Sopra la morte di Socrate*<sup>11</sup> et le *Discorso sull'amor*<sup>12</sup>.

Au cours de cette période, où F. Galiani fait preuve de réalisme anticonformiste, d'ironie un peu cynique, il rédige le *Della moneta*, ouvrage qui par son objet et son niveau d'abstraction est à l'opposé de la tradition humaniste de l'époque. La parution du livre<sup>13</sup> constitue un moment essentiel du tournant pris par les intellectuels italiens amenés à s'intégrer aux structures du pouvoir et à prôner des réformes nécessaires. L'œuvre s'inscrit dans le débat en cours sur les grands principes de l'économie publique, la théorie de la valeur, la politique monétaire, la politique fiscale, les rapports entre industrie et agriculture.

Derrière l'apparent scepticisme dont F. Galiani fait preuve dans ses autres écrits, il y a l'empirisme, le pragmatisme, le refus de tout esprit de système, l'analyse concrète de chaque situation, la tension entre théorie pure et principes de politique économique. Sa force mais aussi sa faiblesse tient à ce qu'il ne propose pas un système de pensée achevé<sup>14</sup>.

À la suite de la publication du *Della Moneta*, F. Galiani voyage dans toute l'Italie. Dans chaque ville, il est accueilli par tous les cercles de pensée, il diffuse ses idées et débat de philosophie, d'économie et de politique. Au cours de ce voyage d'une année il se rend à Rome, Sienne, Livourne, Pise, Florence, Venise, Milan, Turin, tout en continuant d'écrire de courts textes d'inspiration littéraire ou d'érudition archéologique. Après la mort de son oncle Celestino, survenue le 23 juin 1753, Ferdinando se préoccupe d'augmenter ses revenus en sollicitant pensions et bénéfices. Il se consacre pour un temps à la géologie, rassemblant et classant 141 espèces de pierres du Vésuve (dont il publiera le catalogue en 1772). Il fait don de cette collection au Pape Benoît XIV qu'il a connu en 1751, lequel lui attribue en échange une rente sur un bénéfice ecclésiastique. La mort du Pape Benoît XIV, le 3 mai 1758, est pour lui l'occasion de rédiger, en commémoration, le *Delle lodi di papa Benedetto XIV*, petit texte imprimé en juillet 1758. Dans cet éloge F. Galiani confirme un réformisme très prudent.

À partir de janvier 1759, et pendant dix ans, Ferdinand Galiani sera secrétaire de l'ambassade de Naples à Paris. Le poste est assez délicat à assumer car l'ambassadeur de Naples à Paris, José Baeza y Vicentello, comte de Cantillana, est paresseux et incompetent. C'est la période

<sup>11</sup> Voir in *Illuministi italiani, Opere di Ferdinando Galiani*, volume 46, tomo VI, a cura di Furio DIAZ e Luciano GUERCI, Milano-Napoli, Riccardo Ricciardi editore, 1973, pp. 701-703.

<sup>12</sup> Voir in *Illuministi italiani, Opere di Ferdinando Galiani*, volume 46, tomo VI, a cura di Furio DIAZ e Luciano GUERCI, Milano-Napoli, Riccardo Ricciardi editore, 1973, pp. 689-700.

<sup>13</sup> D'autres ouvrages sur les mêmes questions paraissent en Italie parmi lesquels : G. BELLONI, *Dissertazione del commercio*, Roma, Pagliarini, 1750 ; réédition : BELLONI G. (1803), *Dissertazione sopra il commercio. Con alcune note dell'ed. di Bologna del 1752, ed una lettera dell'autore "Sulla moneta immaginaria"*, in P. CUSTODI (a cura di), *Scrittori classici italiani di economia politica*, Parte moderna, vol. 2, Milano, Destefanis, 1804 ; P. A. CAPELLO, *Nuovo trattato del modo dui regolare la moneta*, Venezia, 1752 ; G. FABBRINI, *Dell'indole e qualità naturali e civili della moneta*, Roma, 1750 ; P. NERI, *Osservazioni sopra il prezzo legale delle monete e la difficoltà di prefinirlo e sostenerlo*, Milano, 1751 ; G. F. PAGNINI, *Saggio sopra il giusto pregio delle cose, la giusta valuta della moneta, e sopra il commercio dei romnani*, Firenze, 1751.

<sup>14</sup> Les études sur F. GALIANI ont été nombreuses en particulier du côté italien. Il faut citer L. EINAUDI, « G. Economista », in: *Saggi bibliografici e storici introrno alle dottrine economiche del secolo XVIII e prima del XIX*, Torino, 1889-91, vol. 4 ; Franco VENTURI, *Settecento Riformatore I, Da Muratori a Beccaria*, Torino, Einaudi, 1998 et F. VENTURI, « Galiani tra enciclopedisti e fisiocrati », *Rivista storica italiana*, vol. IXXII, 1960, pp. 45-64, republié in *Europe des lumières. Recherches sur le XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Haye, Mouton, 1971, pp. 172-92 ; l'introduction de Furio DIAZ in *Illuministi italiani, Opere di Ferdinando Galiani*, volume, 46, tomo VI, a cura di Furio DIAZ e Luciano GUERCI, Milano-Napoli, Riccardo Ricciardi editore, 1973, pp. IX-CVI. Les écrits de Fausto NICCOLINI, près de trente au total sur F. GALIANI, dont : GALIANI Ferdinando, *Il pensiero dell'abate Galiani : antologia dei suoi scritti editi e inediti / con un saggio bibliografico a cura di Fausto NICCOLINI*, Bari, Laterza, 1909 ; A. GARINO CANINA, *Della moneta ideale dagli economisti italiani del secolo XVIII al moderno cartalismo monetario*, Milano, 1946 ; l'introduction de A. Caracciolo à F. GALIANI, *Della moneta e scritti inediti*, e a cura di Alberto Merola, Milano, G. Feltrinelli ed., 1963. Les notes d'Oscar NUCCIO à GALIANI Ferdinando, *Della moneta*, Roma, Ed. Bizzarri, 1966., 2 vol. ; *Scrittori classici italiani di economia politica*, Parte moderna, 3-4, Milano, G.G. Destefanis, 1803 ; le chapitre consacré à F. GALIANI in : M. BIANCHINI, *Alle origini della scienza economica. Felicità pubblica e matematica sociale negli economisti italiani del Settecento*, Parma, Editrice Studium Parmense, 1982.

la plus heureuse de sa vie : il est l'ami de Diderot, de d'Alembert et fréquente tous les salons. Cette période a été abondamment commentée à propos de la *Correspondance* avec Madame d'Épinay pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir ici. C'est un observateur attentif et curieux de la scène politique française au moment même où les Encyclopédistes semblent triompher et les Lumières resplendir. En 1762, J.-J. Rousseau publie le *Contrat Social* parallèlement à l'*Émile*. Le matérialisme athée du *De l'esprit* (1758) de Helvétius et du *Christianisme dévoilé* (1767) du baron d'Holbach lui restent étranger. Dans ses lettres au ministre régent du Royaume de Naples, B. Tanucci, F. Galiani rend compte des développements de la guerre de 7 ans (jusqu'en 1763), de l'effondrement de l'empire colonial français, des conflits entre les parlements et la monarchie française, de la question de la Corse acquise par la France. Par ailleurs les rapports commerciaux conflictuels entre la France et le Royaume de Naples, les résistances du Royaume de Naples à entrer dans le *Pacte de Famille*, établi en 1761 entre les Bourbons d'Espagne et de France, forment l'essentiel de ses préoccupations politiques.

À partir de 1770, date de son retour définitif à Naples, commence pour F. Galiani une période qu'il considère comme très monotone. Il occupe toutefois de nombreuses charges au sein de l'administration du Royaume et cultive de multiples intérêts : pour l'archéologie, le droit international, le dialecte napolitain, l'opéra bouffe et bien sûr la correspondance avec Madame d'Épinay et ses amis français. En 1769 il prend la charge de conseiller du *Supremo magistrato del commercio*, dont il est nommé secrétaire en 1770 ; à partir de 1777 il devient en plus président de la *Giunta dei reali Allodiali*, qui gère le patrimoine personnel du Roi. En 1782 il est nommé assesseur du *Consiglio superiore delle Finanze* et en 1784 il participe à la surintendance du *Fondo della Separazione* qui s'occupe du domaine militaire. C'est à la demande du gouvernement qu'il écrit le traité *De' doveri dei principi neutrali verso i principi guerreggianti, e di questi verso i neutrali*<sup>15</sup>.

Au cours de cette activité de haut fonctionnaire du Royaume F. Galiani apparaît comme un administrateur capable, moderne, réformateur, préoccupé de rendre plus efficaces les normes réglant la vie économique. En 1785, atteint de syphilis, il est frappé d'apoplexie ; il se rétablit le temps d'un voyage dans les Pouilles en 1786. Malgré sa mauvaise santé, il collabore activement en 1787 à la rédaction du traité commercial avec la Russie. Après un ultime voyage à Modène, Padoue et Venise, il meurt à Naples le 30 octobre 1787.

### *Le Royaume de Naples*

*Le Della Moneta* n'est pas seulement un livre de théorie économique, c'est aussi une étude fouillée de la situation du Royaume de Naples. Les traités d'Utrecht et de Rastadt, en 1713, marquent la fin des guerres d'Italie ; la péninsule n'est plus un enjeu majeur de la politique européenne. La deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle est une période calme au cours de laquelle les problèmes sociaux et économiques, la politique intérieure des États passent au premier plan. Jusqu'en 1748, le Royaume de Naples subit les ultimes épisodes de la lutte entre les Bourbons et les Habsbourg. Le 18 octobre 1748, la paix d'Aix-la-Chapelle établit le nouvel équilibre italien entre Bourbons et Habsbourg, qui demeurera inchangé pendant toute la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle.

À partir du traité de Cateau-Cambrésis de 1559, toute l'histoire de Naples est marquée par la domination impériale qui s'exerce par le contrôle militaire, l'Inquisition et la Contre-Réforme. Cette tutelle de l'Espagne s'étend sur une Italie dont le découpage politique ne varie pratiquement pas jusqu'en 1713. Le représentant de la puissance occupante est le vice-roi ; il représente le roi d'Espagne et exerce des pouvoirs administratifs, judiciaires, économiques et militaires. Tout puissant en théorie, il est étroitement surveillé par Madrid et limité par les pouvoirs locaux de ses administrés. Le problème posé aux deux vice-rois, celui de Naples et celui de Sicile, est de tirer le plus de ressources possible en argent (*donativo*) et en hommes d'armes, sans trop heurter une

<sup>15</sup> *In Illuministi italiani, Opere di Ferdinando Galiani*, Volume 46, tomo VI, a cura di Furio DIAZ e Luciano GUERCI, Milano-Napoli, Riccardo Ricciardi editore, 1973, pp. 645-684.

aristocratie oisive qui craint pour ses propres revenus. Gouvernement et féodaux exploitent les paysans réduits à la misère la plus noire, la classe moyenne se réduit à de multiples catégories d'hommes de loi, quelques gros exportateurs et des banquiers vivant de la dette publique. L'Église, immensément riche, et l'Inquisition jouissent de privilèges exorbitants<sup>16</sup>.

Pour resituer l'ouvrage de F. Galiani dans son contexte, il faut évoquer l'Europe des capitales<sup>17</sup>. Les réformateurs de l'époque des Lumières ont largement débattu du rôle des cités capitales comme symbole et cadre des espérances qui se sont formées à l'aube de la naissance de l'État moderne en Europe. La visée mercantiliste, la volonté de puissance des grandes monarchies, la vision d'une nouvelle civilisation se retrouvent dans leur volonté de rationalisation. Naples n'échappe pas à ce mouvement. En France, Vauban voit dans Paris la ville qui absorbe toutes les énergies du royaume, dans laquelle se concentrent « *ces armées de traitants, sous-traitants, avec leurs commis de toutes espèces, sangsues d'État, dont le nombre serait suffisant pour emplir les galères, qui après mille friponneries punissables, marchent la tête levée dans Paris, parés des dépouilles de leurs concitoyens* »<sup>18</sup>. Boisguilbert voit dans la capitale l'origine de tous les maux : « *Non seulement elle a fait bande à part avec toutes les provinces, mais même ses principaux habitants ont regardé leur destruction comme le moyen le plus certain pour arriver à la plus haute fortune* »<sup>19</sup>. L'abbé de Saint Pierre<sup>20</sup> à l'opposé défend avec optimisme le développement de la capitale.

Ce que disent Vauban et Boisguilbert pour Paris peut être repris pour Naples. Le déséquilibre entre les provinces du Royaume et la capitale est aussi grand, voire bien plus, que celui que Vauban et Boisguilbert dénoncent pour Paris au début du XVIII<sup>e</sup>. Plus tard Jean-François Melon qui défend la nécessité d'une balance commerciale positive, attribue plus d'importance à la « *balance intérieure [...] qui doit toujours subsister entre la capitale et les provinces* »<sup>21</sup>. Cette indispensable balance interne entre capitale et province nous en retrouvons l'écho chez F. Galiani à travers les nombreuses références qu'il fait à J. F. Melon.

Les deux tiers des habitants du Royaume vivent sur des terres féodales. Le clergé possède près du tiers des terres; la moitié des terres du Royaume est inculte ; le pays n'a pas de routes, il est soumis à des centaines de douanes et de péages ; le brigandage est général. La classe moyenne de juristes (le royaume compte 26 000 *dottori*) est peu productive.

À l'époque de F. Galiani, Naples compte près de 340 000 habitants sur une population de 4 000 000 pour tout le Royaume. Certains auteurs de l'époque estiment que 200 000 habitants de la capitale sont improductifs alors que les campagnes manquent cruellement de bras. Naples est de loin la ville la plus peuplée d'Italie. Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle elle représente près de 10% de la population du Royaume et tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle elle continuera de souffrir, comme l'écrit F. Venturi, d'une « *trop grande centralisation et de la trop grande autonomie des autorités locales, baronales et royales* »<sup>22</sup>.

Vers 1710, Paolo Mattia Doria décrit Naples<sup>23</sup>, à peine sortie d'une domination espagnole qui

<sup>16</sup> La période de domination espagnole, de 1415 à 1713 en Sicile, de 1504 à 1713 à Naples, a marqué, pour les deux *viceregni*, une décadence.

<sup>17</sup> Voir Franco VENTURI, « Napoli capitale nel pensiero dei riformatori illuministi », in *Storia di Napoli*, Napoli, società editoria di Napoli del Mezzogiorno continentale e della Sicilia, 1967-1978, 11 vol. en 15 t., vol VIII, pp. 3-67.

<sup>18</sup> VAUBAN, *Projet d'une dixme royale*, Paris, publié par E. Coornaert, Alcan, 1933, p. 214.

<sup>19</sup> Pierre de BOISGUILBERT, *Pierre de Boisguilbert ou la naissance de l'économie politique*, Paris, INED, 1966, p. 799.

<sup>20</sup> L'abbé de SAINT PIERRE (1658-1743) publiera en 1733 un long essai sur les « *Avantages que doit produire l'agrandissement continuel de la ville capitale d'un État* » in *Ouvrages politiques, par l'abbé de Saint Pierre*, Rotterdam, J. D. Bémán, et Paris, Briasson, 1733, tome IV, pp. 102-164.

<sup>21</sup> Jean-François MELON, *Essai politique sur le commerce, nouvelle édition augmentée de sept chapitres*, s. m. e. 1, 1737, pp. 285-286.

<sup>22</sup> Franco VENTURI, *Settecento Riformatore I, Da Muratori a Beccaria*, Torino, Einaudi, 1998, p. 39.

<sup>23</sup> Paolo Mattia DORIA, *Relazione dello stato politico, economico e civile del Regno di Napoli nel tempo ch'è stato governato dagli spagnuoli, prima dell'entrata dell'armi tedesche in detto Regno*, manuscrit de la Biblioteca Nazionale de Naples, écrit entre 1709 et 1710. Cité par F. VENTURI in : *Storia di Napoli*, Napoli, società editoria di Napoli del

a duré près de deux siècles, comme un exemple d'échec et de décadence. Avec la fin de la domination espagnole et autrichienne, l'avènement du Roi Charles de Bourbon à partir de 1734, P.M. Doria fait le constat<sup>24</sup> (1739) que son diagnostic reste tragiquement valide. La ville cumule tous les privilèges au détriment du Royaume et de sa population productive. Naples est une ville de vagabonds, de mendiants, d'artisans et d'ouvriers sans travail, où l'on trouve plus de médecins que de malades, plus d'avocats que de causes à plaider. P. M. Doria transmet ces analyses, à la génération, dont fait partie F. Galiani, qui tentera de profiter de la formation d'un État indépendant, entre 1734 et 1750, pour résoudre les vices et les maux les plus anciens du Royaume.

### *Économie et société de 1730 à 1789*

À l'avènement du règne des Bourbon (1734), Naples représente le plus grand marché de consommation et le plus grand centre d'échanges du Mezzogiorno. La Naples de Charles III et de Ferdinand IV est une ville pré-capitaliste fondée sur les besoins de consommation et les dépenses liées au frais de représentation du gouvernement. Cette dernière activité est toutefois très insuffisante pour absorber la masse des sans travail. Les industries de la laine, de la soie et de l'artisanat en général sont en pleine décadence et accentuent le caractère parasitaire de la capitale. Les provinces sont sans argent, toujours endettées vis-à-vis de la capitale et incapables de supporter les impôts et taxes qui leur sont imposés. Il est impossible de sortir d'une telle situation sans une véritable révolution dans toutes les institutions du Royaume.

Le problème de l'approvisionnement de Naples est d'une extrême gravité pour une ville de 300 000 à 400 000 habitants. Pour nourrir Naples, il faut 2 830 000 *tumoli* de grains sur une production totale de près de 22 millions de *tumoli*<sup>25</sup>. F. Galiani écrit : « ... dans le Royaume de Naples, lorsque la récolte est bonne, on consomme à quelque chose près quinze millions de *tumoli*<sup>26</sup> de blé par an ». Le prix du pain, pour éviter le retour des troubles populaires de la révolution de Masaniello de 1647, est subventionné et taxé ; cette politique entraîne pour l'administration communale de graves pertes financières.

Avec ses institutions de charité, publiques et privées, ses possibilités d'exercer de petits métiers, d'y trouver toutes sortes d'occupations et occasions de gains, licites ou illicites, Naples semble assurer à ceux qui s'y rendent, paysans pauvres et habitants de petits bourgs, une possibilité de survie plus grande. Les salaires sont très faibles. Le jardinier des frères dominicains, en 1743, perçoit 2 carlins par jour plus le gîte et le couvert. Le salaire d'un « piocheur » du jardin du couvent de 1734 à 1789 est de 20 grains par jour. Toutefois ces montants sont indicatifs car ils ne disent pas quels avantages en nature, quelle quantité de travail devait être réellement fournie. Dans le même temps le prix des denrées de grande consommation augmente. Le prix d'un *tumolo*, payé par le couvent de San Domenico Maggiore, passe de 116 grains en 1745 à 286 grains en 1764 ; il sera de 405 grains en 1802<sup>27</sup> avec l'inflation due à la tourmente révolutionnaire.

L'incidence financière des privilèges fiscaux, douaniers, et d'approvisionnement de Naples est lourde. Avec le système des *arrentements*<sup>28</sup>, l'État aliène la plupart de ses revenus à des traitants

mezzogiorno continentale e della Sicilia, 1967-1978, 11 vol. en 15 t., vol. VIII, p. 17.

<sup>24</sup> Paolo Mattia DORIA, *Del commercio del Regno di Napoli (1739)*, in E. VIDAL, *Il pensiero civile di Paolo Mattia Doria negli scritti inediti*, Milano, Giuffrè, 1953, p. 170.

<sup>25</sup> *Storia di Napoli*, Napoli, Società editoria di Napoli del Mezzogiorno continentale e della Sicilia, 1967-1978, 11 vol. en 15 t., vol. VIII, p. 33.

<sup>26</sup> Le *tumolo* est une mesure de capacité de 55 litres en usage en Italie méridionale et qui équivalait à près de 40 kilos de blé. On considérait que le *tumolo* suffisait aux besoins en nourriture d'une personne pour un mois.

<sup>27</sup> À la fin des années 60, l'aventurier et économiste français Ange Goudar publie en 1769 un livre intitulé : « *Naples, ce qu'il faut faire pour rendre ce royaume florissant, où l'on traite des avantages que le gouvernement peut retenir de la fertilité et de l'abondance de ces denrées, des facilités pour perfectionner les arts, de sa position favorable pour s'emparer des premières branches du commerce étranger* », ouvrage que F. Galiani qualifie de « *terrible et sanglant contre notre administration* » (F. GALIANI, lettre de Naples à Madame d'Épinay du 18 décembre 1769).

<sup>28</sup> Les *arrentements* sont les taxes données à ferme à des privés qui faisaient l'avance au gouvernement du montant des

pour couvrir ses dettes. Ceux-ci font l'avance au Trésor Public des rentrées fiscales liées à une taxe particulière, diminuées d'un certain pourcentage, et obtiennent en échange la collecte de cette taxe pour une période. Les dettes contractées en 1764 s'élèvent au chiffre énorme de près de 2 244 213 ducats, alors que les revenus annuels de la capitale s'élèvent à 1 000 000 de ducats. Par ailleurs, une génération plus tard, l'abbé Francesco Longano<sup>29</sup> calcule que le poids financier des 20 000 mendiants, appelés « banquiers » car ils dorment sur des bancs, est de 4 400 000 ducats à raison de 220 ducats par individu.

Le système des douanes au tarif variable, peu précis, interdit toute concurrence des produits provenant des provinces. La contrebande représente également une activité quasi officielle et incontrôlable sans un déploiement massif de forces armées. Les contrebandiers sont protégés par le droit d'asile dans les lieux saints, et le plus souvent les gens d'Église préfèrent participer aux opérations de contrebande pour leur propre compte. Le commerce extérieur du Royaume consiste en importation de produits manufacturés et exportation de produit de base. Trente ans après la première publication du *Della Moneta*, à propos de la situation économique de Naples F. Galiani cite, de façon élogieuse, celui qui l'a le premier décrite, Antonio Serra, : « *Quiconque lira ce traité [de A. Serra]<sup>30</sup> sera sûrement surpris et admiratif en voyant combien, à une époque où l'on ne savait absolument rien de la science économique, son auteur avait des idées claires et justes sur le sujet qu'il traitait, et combien il jugeait sainement des causes de nos maux et des seuls remèdes efficaces* »<sup>31</sup>.

Les structures corporatives de l'artisanat, évitent de fortes tensions sociales, mais elles interdisent aussi l'émergence d'une classe d'entrepreneurs. La solidarité et l'entraide qui caractérisent les corporations suffisent pour justifier leur permanence : tous leurs membres, qui cotisent, assurent leur protection et celle de leurs familles contre la maladie, la mort, l'emprisonnement et le rapt par les pirates barbaresques. Les corporations possèdent souvent une caisse commune appelée *Monte* qui reçoit les contributions des membres et les redistribuent selon des règles hiérarchiques très précises<sup>32</sup>.

Le gigantisme bureaucratique de Naples n'a pas pu être chiffré avec précision dans la mesure où la plupart des offices publics sont vendus ou concédés à des particuliers. Ainsi l'office de *Grand Chancelier* des trois ordres de docteurs : avocats, médecins et théologiens, avec un examen de pure forme, confère le titre de docteur moyennant finance. Cet office entre 1781 et 1785 a attribué 1172 diplômes d'expert juridique, 350 de médecin chirurgien, 240 de théologien. Globalement tous ces offices, les douanes exceptées, rapportent près de 200 000 ducats par an. Les taxes affermées (*arrentements*) rapportent encore plus aux *traitants*. Le droit de timbre sur l'expédition des actes du *Sacro Regio Consiglio*, de la *Camera sommaria*<sup>33</sup>, de la *Camera Reale*, rapporte à celui qui en détient l'office 10 160 ducats. Il y a au total 26 000 magistrats, avocats, procureurs, employés des institutions judiciaires dans tout le Royaume.

Les deux catégories bourgeoises les plus dynamiques au XVIII<sup>e</sup> siècle, les *traitants* et les *commerçants*, obéissent à une logique économique improductive. Il s'agit d'une bourgeoisie

taxes à collecter. Le montant avancé étaient en général très inférieur au montant récupéré par les *traitants*.

<sup>29</sup> In J.-F. MELON, *Saggio politico sul commercio, tradotto dal franzese colle annotazioni dell'ab. Longano*, Napoli, Vincenzo Flauto, 1778, p. 131.

<sup>30</sup> Antonio SERRA, *Breve trattato delle cause che possono fare abbondare li regni d'oro e d'argento dove non sono miniere*, s.m.l., 1613.

<sup>31</sup> Voir la note XIX de F. Galiani dans ce volume.

<sup>32</sup> Une lettre patente d'appartenance à une corporation vaut bien plus qu'un diplôme, ou un titre de propriété, du fait des droits immenses qu'elle confère non seulement à son possesseur mais aussi à ses ayant droit. Dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, ces institutions entrent en partie en crise du fait de leur fonction même d'assistance qui fait l'objet d'une véritable spéculation.

<sup>33</sup> La *Regia Camera della Sommaria*, comprenait un lieutenant, dix présidents, un avocat fiscal, un expert des comptes, un chef comptable, dix-sept comptables, cinquante-sept officiers subalternes ; elle était l'organisme économique et financier suprême du Royaume.



parasitaire qui pèse sur toute la structure économique arriérée du Royaume. On peut en dire autant des commerçants de Naples qui possèdent le monopole de la vente de l'huile, de la soie ; il découle d'un coût du crédit deux fois plus élevé en province qu'à Naples..

*Les contrats à prix convenus (contratti alla voce)*

Le Royaume de Naples connaît en matière de prix une institution particulière que F. Galiani nous décrit ainsi : « *Il existe ici une troisième sorte de prix, celui que nous appelons Voce [prix convenu], qui est un prix fixe, mais non obligatoire. On l'utilise pour le blé et pour le vin, pour les huiles, pour le fromage et pour presque toutes les denrées de première nécessité. On ne peut avec les mots exprimer l'utilité et les avantages pratiques du Prix convenu. Il sert habituellement aux contrats dans lesquels deux personnes ont spontanément convenu de s'en tenir au Prix convenu. Ceci permet d'allier la liberté de contracter et la nécessité d'un règlement fixe. La force relève d'une libre convention, et non d'une légalité du Prix convenu. C'est à cette institution que nous devons toute la circulation de notre commerce : comme il doit se faire presque sans monnaie, puisque notre Royaume n'en abonde pas, sans le Prix convenu on ne pourrait échanger* »<sup>34</sup>. Le contrat à prix convenu consiste à acheter le produit (blé, huile, etc..) avant la date de la récolte sur la base d'un prix, ou *voce*, qui n'est pas fixé au moment de l'avance d'argent mais plus tard, sur chaque place, par les autorités au moment de la récolte, c'est-à-dire lorsque l'augmentation de l'offre de ces produits entraîne une baisse de leur valeur<sup>35</sup>.

Les négociants, ou les propriétaires, font aux paysans l'avance de l'argent au moment des semailles quand leurs besoins ne leur laissent pas d'autre possibilité que d'accepter les conditions des prêteurs à des taux usuraires. Et bien que les prix convenus (*voci*) soient fixés publiquement sur les différentes places, les paysans n'y gagnent jamais, seuls les négociants et les autres intermédiaires qui accordent aux paysans les avances s'attribuent tous les profits. Les commerçants remplissent une fonction d'intermédiaires entre les campagnes et Naples, les contrats à prix convenus leur permettent de s'approprier tous les bénéfices au détriment des cultivateurs et des consommateurs de la capitale. Ce système renforce et perpétue la pauvreté des provinces ; il provoque monopole et disette, le contraire de l'effet recherché.

Les prix convenus<sup>36</sup> ne sont pas l'institution efficace que F. Galiani nous présente. Il en reparle dans un rapport en date du 22 décembre 1782, adressé au Roi<sup>37</sup> où il constate que l'ancienne procédure de fixation des « prix convenus » a été profondément altérée « *ou par connivence, ou pour prévarication, et qu'ainsi un des plus grands dommages que l'on ait jamais fait à ce Royaume s'est produit* »<sup>38</sup>. Il dénonce le fait que la *Camera della Sommaria* ait institué des taxes sur les contrats à prix convenus, sans suivre de règle. Ces contrats sont devenus des prix imposés pour les fournitures forcées aux armées, pour les besoins d'approvisionnement de l'État, pour toutes les garanties pour dettes, et le paysan ne bénéficie dans ce cas d'aucune avance.

À un système de commercialisation archaïque s'ajoute une fiscalité lourde et inefficace. L'administration des taxes et des gabelles forme un secteur à part du système administratif et financier. La plus grande partie des prélèvements touche les denrées alimentaires ainsi que les produits manufacturés de grande consommation. Toutes les gabelles, à l'époque des Bourbon, sont affermées aux créanciers de l'État, à des particuliers ou à des monastères. La capitale n'en tire guère profit. Elles pèsent principalement sur les couches populaires. Les exemptions de taxes touchent toutes les catégories de la classe dominante, religieux avec leurs serviteurs et leur famille, magistrats civils et militaires, nobles, soldats, commerçants de la ville de Naples, sans compter

<sup>34</sup> Voir le chapitre I du Livre III.

<sup>35</sup> Sur cette question voir R. VILLARI, *Mezzogiorno e contadini nell'età moderna*, Bari, Laterza, 1961, pp. 1-41.

<sup>36</sup> Les prix des produits agricoles sont en moyenne 10% plus élevés que le prix convenu.

<sup>37</sup> F. GALIANI, *Sui contratti alla voce*, in *Opere di Ferdinando Galiani*, a cura di Furio Diaz e Luciano Guerci, *La letteratura italiana, Storia e testi*, volume 46, tome VI, pp. 742-745.

<sup>38</sup> F. GALIANI, *ibid.* p. 742.

certaines institutions et quartiers bénéficiant d'exemptions et ceux qui ont plus de douze enfants.

### *Les banques et la monnaie*

Abordant le rôle des banques à Naples F. Galiani nous en fait une description paradoxale : « *L'argent déposé y est gardé religieusement et bien que la stagnation soit nuisible, et puisque d'autre part la perte des Banques serait bien plus nuisible, et que les deux choses ne peuvent coexister dans une Monarchie, il est bon que l'argent reste dans la Banque. Voilà la différence entre les Banques des Républiques et celle des Monarchies. Les premières sont faites sur mesure pour multiplier la monnaie et secourir l'État, et sont soutenues par la confiance publique, c'est pourquoi il est bon d'en être le garant suprême* »<sup>39</sup>. Ce sont des institutions saines, correctement et honnêtement administrées, qui semblent devoir jouer un rôle positif. Mais vers 1750 ces banques sont victimes du désordre monétaire ambiant. Ici intervient le choix de Naples de privilégier la rente et non le profit. Toute l'activité bancaire repose essentiellement sur des prêts à l'État ou aux catégories privilégiées. Elle ne donne donc pas lieu à un réel développement économique. La liquidation des dettes intervient par cession de propriétés foncières sans projet d'investissements agricoles.

F. Galiani souligne l'absence de rôle moteur des banques dans le développement économique : « *Il semblera admirable aux étrangers que les Banques de Naples ne donnant aucun fruit de l'argent, contrairement à la plupart des autres, et les bulletins n'étant nécessaires à aucun paiement, comme cela se passe à Venise et en Hollande, il semblera, dis-je, étrange qu'elles soient si remplies de monnaie* ». Il propose des améliorations substantielles de leur fonctionnement : « **I.** *qu'ils devraient presque tous être rassemblés en un seul. Je veux dire que les certificats de chaque Banque seraient librement acceptés et payés dans toutes; II.* *que les comptes de caisse seraient tous faits en même temps dans toutes les Banques, à une date imprévue, si bien que la fraude d'un Caissier ne pourrait rester cachée par la fausse démonstration qu'une Banque aurait un crédit sur une autre* »<sup>40</sup>. Ces propositions visent à réduire le coût des services bancaires et à accroître la confiance des déposants.

Le coût des services bancaires à Naples est en effet élevé. Le *Banco de S. Giacomo e Vittoria* en 1788 sur 67 531,98 ducats de revenus dépense, pour 87 officiers ordinaires et 2 retraités, près de 24 749,60 ducats auxquels il faut ajouter 1 708,4 ducats pour 69 surnuméraires utilisés au moment des surcharges de travail et 1 317,80 ducats pour les retraites de 31 familles de salariés défunts. Au total on atteint la somme considérable de 27 775,80 ducats<sup>41</sup>. À cela il faut ajouter toutes les sommes versées comme honoraires à diverses professions et magistrats du Royaume et les factures de différents travaux. Le *Banco dei poveri* sur 91 560 ducats de recettes, en dépense 35 731 pour rétribuer 260 employés.

Comme dans les autres États italiens, et le reste de l'Europe, l'économie du Royaume souffre d'une carence chronique de moyens de paiement. De 1640 à 1689, il n'y a aucune émission de monnaie. Puis de 1689 à 1700, il y a de nouvelles frappes qui ne représentent pas un apport d'une nouvelle quantité de métal mais simplement une refonte des anciennes monnaies, près de 8 millions de ducats au total, remplaçant 12 365 000 ducats de monnaies en circulation frappées entre 1612 et 1649. Les banques compensent en partie cette carence de monnaie en subvenant aux besoins les plus urgents de l'économie publique et en permettant la poursuite des activités de commerce par le biais des papiers de crédit.

Tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle tout l'argent du Royaume se concentre à Naples. Ceci explique que le taux d'intérêt y soit plus bas comparé aux provinces, 2 à 4% à Naples, 5 à 8% dans le reste

<sup>39</sup> Voir Livre IV, Chapitre IV.

<sup>40</sup> Voir Livre IV, Chapitre IV.

<sup>41</sup> Voir Giovanni ALBERTI, « *Economia e società da Carlo III ai Napoleonidi (1734-1806)* » in : *Storia di Napoli*, Napoli, Società editoria di Napoli del mezzogiorno continentale e della Sicilia, 1967-1978, 11 vol. en 15 t., vol. VIII, p. 105-106.

du Royaume<sup>42</sup>. Les autres villes du Royaume sont dépourvues d'institutions de crédit. Quarante ans plus tard, la masse monétaire concentrée dans les banques de la capitale atteint (en 1788-89) près de 21 millions de ducats en espèces monétaires de toutes sortes. Capital inutilisé pour l'essentiel ou qui ne l'est que pour des œuvres caritatives ou les besoins de l'État. En fait l'essentiel des opérations de crédit concerne les arrentements et les prêts à l'administration pour l'approvisionnement de Naples. L'activité des banques ne dépasse pas globalement le cercle restreint des privilégiés de la ville. On retrouve la même situation dans les autres pays européens où domine l'agriculture.

#### *Les années de 1730 à 1740*

À l'avènement du nouveau régime des Bourbon, il règne à Naples une atmosphère de défiance généralisée à l'égard du pouvoir. Cette situation est le résultat d'une domination étrangère de plusieurs siècles qui a convaincu les Italiens que leur argent finit toujours dans le puits sans fond du Trésor Royal. Les exigences financières sont toujours pressantes et contraignent à mener une politique au jour le jour. Tout plan à long terme visant à rationaliser et à réorganiser le système ne peut dès lors qu'aboutir à l'échec. Près de 75% des revenus fiscaux du Royaume de Naples, au cours de la domination autrichienne entre juillet 1707 et mai 1734, sont utilisés pour l'armée autrichienne et pour les gratifications diverses attribuées par l'Empereur aux membres de la Cour. Le Royaume de Naples, s'il n'est pas le plus riche d'Europe, semble le plus intensément exploité de tous. L'avènement d'une monarchie indépendante, propre au Royaume, représente la prémisse indispensable au développement d'une réforme au profit d'une politique mercantiliste.

Au cours de cette période, les Espagnols continuent d'être le symbole du mauvais gouvernement et de l'oppression. Toutefois la reconquête par les Espagnols du Royaume de Naples et de Sicile débouche sur l'avènement d'une nouvelle dynastie. Don Carlos devient roi de Naples et de Sicile en 1734. Ce changement de dynastie coïncide avec une crise morale, intellectuelle et économique, ainsi qu'avec une diminution des rentrées fiscales<sup>43</sup>. Situation qui paraît favorable à la réalisation d'un programme de réformes.

Les hommes cultivés, hauts fonctionnaires, prélats et militaires, ressentent l'avènement de don Carlos comme la condition nécessaire pour la renaissance d'un État national. Comme l'écrit Franco Venturi : « 1734 marque le point de départ de l'histoire moderne de l'Italie du sud, de même que la date de naissance du moment réformateur dans le Royaume napolitain »<sup>44</sup>. Autour du nouveau Roi on trouve tout un groupe de techniciens et de ministres parmi lesquels Bernardo Tanucci, toscan de même que B. Intieri et Corsini. Le premier obstacle à affronter, ce sont les trois immunités dont bénéficie le clergé : immunité locale, personnelle et de fait. La première immunité est particulièrement grave car elle met à l'abri tous les délinquants faisant de chaque église, couvent, un refuge d'assassins et de voleurs. On parle de près de 20 000 délinquants protégés par l'Église. L'action pour mettre fin à cet état de choses dure jusqu'en 1787 quand Domenico Caracciolo propose et obtient l'abolition de tout asile ecclésiastique. L'immunité personnelle de tous les membres du clergé se superpose à toutes les lois dans tous les domaines de la vie. Seul le Concordat de 1741, négocié par Celestino Galiani, permet d'obtenir une légère limitation de ce privilège exorbitant.

Les auteurs des réformes sont convaincus qu'il est possible de rénover les structures économiques et financières du Royaume et d'y introduire plus de rationalité, plus d'ordre, plus de justice. La tâche est immense : il faut rénover des structures sclérosées et inefficaces, vieilles de plusieurs siècles. L'avènement du nouveau régime suscite la naissance d'un groupe d'écrivains, de magistrats, de nobles, de gestionnaires de grandes propriétés disposés à réfléchir ensemble pour

<sup>42</sup> Voir Giovanni ALBERTI, *op.cit.*, p. 149.

<sup>43</sup> Voir Franco VENTURI, *Settecento Riformatore I, Da Muratori a Beccaria*, Torino, Einaudi, 1998, p. 17 et Ruggiero ROMANO, « La situazione finanziaria del Regno di Napoli attraverso il bilancio generale dell'anno 1734 », *Archivio Storico delle provincie napoletane*, nuova serie, anno XXX, (1944-46), p. 11.

<sup>44</sup> Franco VENTURI, *Settecento Riformatore I, Da Muratori a Beccaria*, Torino, Einaudi, 1998, p. 29.

agir. Le représentant le plus important de cette renaissance culturelle est Antonio Genovesi qui a ouvert en 1739 une école privée de philosophie très fréquentée. Celestino Galiani a obtenu pour lui en 1741 une chaire de métaphysique à l'Académie Royale. À côté de A. Genovesi on trouve Niccolò Fraggianni, un magistrat intègre, secrétaire du Royaume de 1724 à 1733.

Au cours des années 30, la renaissance culturelle en cours à Naples se heurte à l'opposition de la Curie romaine. Le 19 juin 1734 Clément XII<sup>45</sup> interdit l'*Essai sur l'entendement humain* de John Locke. Les réformateurs de Naples, où est en train de se constituer, par l'action de Celestino Galiani, de Bartolomeo Intieri, de Nicola Cirillo une académie<sup>46</sup>, se sentent visés. En novembre 1733, Celestino Galiani est même dénoncé au Saint-Office<sup>47</sup>. L'arrestation de Pietro Gianone par le Roi du Piémont, le 5 mars 1736, marque la phase ultime de cette lutte.

Divers projets de réforme sont toutefois élaborés pour rétablir un équilibre institutionnel entre Naples et les provinces. Le premier ministre Bernardo Tanucci, ayant les fonctions d'un régent du Royaume jusqu'à la majorité du Roi, est le représentant le plus en vue de cette politique. Des vastes projets de réforme, le gouvernement ne retient que les expédients directs destinés à augmenter les recettes. Les tentatives des années 1734-1735 échouent par manque de volonté politique et à cause de l'énorme résistance opposée par la quasi totalité des élites qui bénéficient de la situation. B. Tanucci, évoquant bien plus tard cette période, écrit qu'alors on avait fait de grands projets en s'inspirant de modèles étrangers mais que le vieux système était resté en place « *avec une légère et unique mutation, qu'il y avait maintenant ici un souverain, là où auparavant pendant près de deux siècles, il y avait eu un Vice-roi* »<sup>48</sup>.

Autre protagoniste de cette période : Carlo Antonio Broggia qui, au cours des années 40, plaide pour les réformes. Il dénonce le fait que les placements en arrentements de l'État sont d'un rapport plus sûr et plus élevé que tout autre investissement. À cela s'ajoute le fait que l'inflation profite aux titulaires d'arrentements car ceux-ci reposent sur des bases réelles et suivent donc le rythme de la hausse des prix. C. Broggia propose une réforme fiscale pour soumettre tous les revenus à l'impôt. Toutefois l'anticurialisme<sup>49</sup> et le sens de l'État du nouveau régime reposent sur un groupe trop faible pour faire face aux énormes problèmes du Royaume. Les tentatives pour réduire les privilèges des nobles sont un échec : frapper les nobles « *c'était aussi frapper les espérances, les ambitions d'ascension sociale d'une grande partie des classes riches* »<sup>50</sup>. Près de deux millions d'habitants du Royaume restent sous le contrôle de mille barons qui rendent une justice arbitraire et vénale. Il en résulte, dans les campagnes comme dans les villes, une situation de permanente insécurité, les vols et les assassinats sont nombreux. C'est dans ce contexte que paraît le *Della Moneta*.

#### *Les circonstances de la parution du Della Moneta*

C'est le marquis Nicola Fraggianni qui est désigné pour donner un avis sur l'autorisation de publication de l'ouvrage. Il est très favorable : « *Parmi les écrivains de notre Royaume, du moins, il est le seul qui ait atteint la cible : traiter non seulement l'histoire de cette question, mais, ce qui importe davantage, traiter de la pratique spécifique de nos monnaies uniques en leur genre [...] Cette œuvre, en un mot, repose sur des principes solides et sur des maximes parfaitement sensées dans son domaine* »<sup>51</sup>. L'anonymat en la matière est parfaitement justifié car l'ouvrage touche aux

<sup>45</sup> Clément XII (1652-1740), est pape depuis 1730. Son pontificat est marqué par la condamnation des convulsionnaires parisiens et la condamnation de la franc-maçonnerie en 1738.

<sup>46</sup> Franco VENTURI, *Settecento Riformatore I, Da Muratori a Beccaria*, Torino, Einaudi, 1998, p. 23.

<sup>47</sup> Fausto NICOLINI, *Un grande educatore italiano, Celestino Galiani*, Napoli, Gianini, 1951, pp. 193-196.

<sup>48</sup> Cité par Raffaele AJELLO, « Le strutture economiche e la pubblica amministrazione tra la vecchia e la nuova gestione », in *Storia di Napoli*, Napoli, società editoria di Napoli del mezzogiorno continentale e della Sicilia, 1967-1978, 11 vol. en 15 t., vol. VII, p. 577.

<sup>49</sup> L'anticurialisme désigne ceux qui, au sein de l'Église, s'opposaient à la politique de la Curie romaine.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 37.

<sup>51</sup> Voir la postface.

questions politiques les plus sensibles à l'époque pour le gouvernement. Mais le secret ne dure pas et à la fin du mois de septembre tout le monde à Naples sait qui en est l'auteur. Le succès du livre est immédiat auprès de l'ensemble des élites culturelles et réformatrices d'Italie, à Milan à Rome, à Gènes, à Venise, à Florence.

L'analyse conduite par F. Galiani met en lumière les dommages considérables causés par le système fiscal à l'agriculture : « *les dettes publiques causent du tort à l'agriculture. D'une part, elles avilissent le prix des terres, en comparaison de la dette publique, qui est plus appréciée pour la plus grande facilité et certitude de ses profits. D'autre part, comme les riches n'achètent plus de fermes, la propriété demeure entre les mains des paysans dans la misère, privés de l'appui des riches pour la mise en culture* »<sup>52</sup>. Antonio Genovesi, trois ans plus tard dans ses *Lezioni del commercio*<sup>53</sup> à l'Université, intègre ces considérations dans un programme général de reconstruction de l'économie napolitaine. La réforme tant souhaitée a désormais de fervents partisans.

#### *Le débat sur les monnaies*<sup>54</sup>

Les controverses sur l'histoire, la nature et la réforme du système monétaire constituent le débat économique et politique le plus important de l'époque. Parmi les principaux représentants de cette discussion deux Napolitains, un Toscan et un Vénitien : Carlantonio Broggia, Ferdinando Galiani, Pompeo Neri, Gianrinaldo Carli. La parution du *Della Moneta*, en 1751, s'inscrit dans ce cadre.

La hausse des prix qui se manifeste dans toute l'Europe depuis le XVII<sup>e</sup> siècle et s'aggrave depuis la fin de la guerre inquiète. Dans tous les États italiens, comme dans une bonne partie de l'Europe, dont la France, le système monétaire est un vrai chaos. Le débat s'engage sur le plan économique, politique et historique. À Rome en 1750, une publication anonyme de Giovanantonio Fabbrini paraît sous le titre : *Dell'indole e qualità naturali e civili della moneta e de' principi istorici e naturali de' contratti. Dissertazioni*<sup>55</sup>. Une des questions traitées porte sur le fait de savoir qui, du débiteur ou du créancier, doit supporter le poids de la dépréciation de la monnaie et de la hausse des prix. La même année, Girolamo Belloni, ami de G. Fabbrini, publie à Rome *Del commercio*<sup>56</sup>, traité sur le commerce en général et ses implications monétaires.

L'intérêt de l'ouvrage de G. Belloni tient à ce qu'il établit une relation entre dévaluation de la monnaie, rapport or argent, carence de monnaie et balance commerciale, tout en cherchant à indiquer des mesures pour résoudre chacun des problèmes examinés. L'enjeu est la stabilité monétaire. Tout en proposant une mesure de dévaluation limitée, il indique que l'essentiel ce sont les réformes structurelles visant à rétablir l'équilibre de la balance commerciale. Le programme de G. Belloni renvoie aux opinions défendues en France et en Angleterre par les mercantilistes. Son livre est très largement connu et discuté en Italie et en France<sup>57</sup>. Dans le *Journal économique*, de mars 1751, paraît un long compte rendu de l'ouvrage, suivie de la publication d'une lettre<sup>58</sup> du

<sup>52</sup> Dans le chapitre 2 du livre V, voir le sous titre : « *Inconvénients des rentes en matière de dette publique* »

<sup>53</sup> Antonio GENOVESI, *Lezioni del commercio sia, D'economia civile : da leggersi nella Cattedra interianaldell'ab. Genovesi*, Napoli, Nella Stamperia Simoniana, 1768-1770.

<sup>54</sup> Pour tout ce débat, voir « Il dibattito sulle monete » in Franco VENTURI, *Settecento Riformatore I, Da Muratori a Beccaria*, Torino, Einaudi, 1998, pp. 443-522.

<sup>55</sup> Giovanantonio FABBRINI, *Dell'indole e qualità naturali e civili della moneta e de' principi istorici e naturali de' contratti. Dissertazioni* Roma, Stamperia di Pallade, Niccolò e Marco Pagliarini, 1750.

<sup>56</sup> Girolamo BELLONI, *Del commercio*, Roma, Stamperia di Pallade, Niccolò e Marco Pagliarini, 1750, avec une version en latin dédiée à Benoît XIV qui sera republiée en 1757 par les frères Pagliarini avec l'ajout d'une *Lettera in risposta ad un quesito sopra la « moneta imaginaria »* en langue italienne. James STEUART commentera cet ouvrage dans *An Inquiry into the Principles of Political Economy*, London, A. Millar et T. Cadell, 1767, p. 430.

<sup>57</sup> L'ouvrage de G. BELLONI fut traduit en Angleterre (1752), à Francfort et Leipzig (1752), La Haye (1755), Paris (1787), et Santiago (1788).

<sup>58</sup> *Journal économique* de mars 1751, pp. 110. Elle fut suivie d'un « Lettre .. au sujet de la dissertation sur le commerce de Monsieur le marquis Belloni » de René Louis de VOYER, marquis d'ARGENSON.

marquis d'Argenson qui prône la disparition des innombrables barrières douanières qui existent alors en Europe. Ces entraves à la circulation des marchandises y maintiennent un état de guerre économique<sup>59</sup>. En 1751, Gianrinaldo Carli participe au débat en publiant : *Dell'origine del commercio della moneta e dell'istituzione delle zecche d'Italia sino al secolo decimosettimo*<sup>60</sup>.

Dans le Royaume de Naples, le point de départ de la discussion semble avoir été la proposition d'un adjudicataire de l'Hôtel des Monnaies de la ville. Celui-ci proposait, pour faire face aux difficultés, de pratiquer un *rehaussement* des monnaies en réalisant une nouvelle frappe. Une réforme monétaire de ce type avait été réalisée en 1689, avec la frappe d'une nouvelle monnaie d'argent, le ducat, d'une valeur intrinsèque inférieure de 10% à l'ancien ducat. La mesure à prendre doit résoudre le manque de monnaie d'argent en circulation et la lourde dette qui pèse sur le Trésor public. Cette proposition suscite un conflit au sein du gouvernement du Royaume entre le ministre des finances Leopoldo di Gregorio et certains représentants de la haute administration. Dans le Royaume de Naples la discussion qui se mène à l'intérieur de la *Deputazione delle monete*<sup>61</sup> est directement liée à l'ouvrage de Troiano Spinelli : *Riflessioni politiche sopra alcuni punti della scienza delle monete*<sup>62</sup> premier livre de la période publié à Naples sur le sujet. Troiano Spinelli affirme son opposition à toute opération de rehaussement de la monnaie, considérant qu'elle serait nuisible au Prince, aux propriétaires terriens et aux salariés. C. Broggia, T. Spinelli et F. Galiani sont tous les trois opposés à une nouvelle frappe. Toutefois les propositions des trois auteurs pour résoudre les problèmes posés divergent.

Pour C. Broggia il faut imposer comme unité de compte la monnaie de cuivre qui est la plus utilisée dans les petites transactions. Une telle mesure permettrait de s'apercevoir que la monnaie d'argent à Naples a une valeur en unité de compte inférieure de 16% à sa valeur intrinsèque. Ceci a pour conséquence que les détenteurs de monnaie d'argent préfèrent la fondre pour la vendre au poids en l'exportant plutôt que de l'utiliser dans les paiements. C. Broggia suggère en conséquence l'adoption d'un ducat des comptes et des contrats de « *100 grains égaux à 10 carlins* ». Ainsi le ducat d'argent en circulation verrait sa valeur en unité de compte augmenter conformément à sa valeur intrinsèque. T. Spinelli refuse d'apporter quelque modification que ce soit à la valeur en unité de compte du ducat d'argent en circulation et recommande tout au plus la frappe d'une nouvelle monnaie d'or, dont le Royaume est riche.

L'ouvrage de F. Galiani qui paraît en septembre 1751 (avec la date de 1750) propose une mesure radicale : effectuer par un édit un rehaussement de la monnaie d'argent en circulation : « *La troisième manière de rehausser la monnaie, par édit, est la meilleure, mais il y a peu de gain pour le Prince, qui se trouve sans monnaie. Ce n'est que dans notre Royaume, où il y a beaucoup d'argent déposé dans les banques que le Prince pourrait faire sien tout leur gain, et sans faire la dépense de refondre toute la monnaie, il en tirerait l'avantage* »<sup>63</sup>. Le principal intérêt de cette méthode tient à ce qu'elle réduit d'autant la dette du Prince et qu'elle favorise tous les débiteurs. F. Galiani rejette totalement la proposition de C. Broggia de créer une nouvelle unité de compte.

<sup>59</sup> Le texte du marquis d'ARGENSON fut publié en Italie par le *Magazzino toscano*, décembre 1756, pp. 447-451, sous le titre « Critica di un oltramontano alla dissertazione del sig. Marchese Belloni sul commercio ».

<sup>60</sup> Gianrinaldo CARLI, *Dell'origine del commercio della moneta e dell'istituzione delle zecche d'Italia sino al secolo decimosettimo*, Venezia, All'Haja, 1751.

<sup>61</sup> La *Deputazione delle monete* est l'organe qui décide et met en œuvre les décisions concernant le système monétaire à Naples.

<sup>62</sup> Le livre de Troiano SPINELLI duc d'AQUARO et de LAURINO, *Riflessioni politiche sopra alcuni punti della scienza delle monete*<sup>62</sup>, ne comporte aucune mention de date, ni de lieu. La date de publication présumée se situe entre 1743 et 1750. F. NICOLINI, « Un antico economista matematico », *Giornale degli economisti*, VIII, octobre 1873, pp. 11-23, fixe la date avant 1746. L'ouvrage de T. Spinelli fut écrit sur demande de la *Delegazione della monetazione*, magistrature de Naples qui souhaitait disposer d'une expertise sur la situation monétaire à Naples et dans toute l'Italie après la guerre de succession autrichienne. F. VENTURI date l'ouvrage entre 1747 et 1750 plus probablement de 1750 in F. VENTURI, « Tre note su Carlantonio Broggia », *Rivista Storica Italiana*, LXXX, IV, 1968, pp. 830-853. F. GALIANI, lorsqu'il terminait la rédaction du *Della Moneta*, avait déjà lu l'ouvrage de C. BROGGIA et celui de T. SPINELLI.

<sup>63</sup> Voir Livre III, chapitre 3.

Chacune des propositions une fois mise en pratique, aurait favorisé ou lésé certains intérêts<sup>64</sup>. Le projet de C. Broggia pénalise les grandes maisons de commerce, sans réduire la charge de la dette publique tout en favorisant la classe moyenne des commerçants, artisans et petits entrepreneurs. T. Spinelli quant à lui se montre plus préoccupé de la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie, préservant ainsi les intérêts des propriétaires fonciers, des titulaires de rentes et des membres de l'administration du Royaume. La solution proposée par F. Galiani favorise le gouvernement du Royaume en diminuant sa dette, sans toucher aux intérêts des grandes maisons de commerce qui, à travers les opérations de change, échappent aux effets du rehaussement. Sa solution pénalise seulement les banques de Naples qui détiennent des stocks de métal argent important.

Dans la mesure où un diagnostic précis sur la situation économique réelle et sur ses causes est malaisé, il est très difficile de trancher le débat. Dans un système où unité de compte et moyen de paiement sont dissociés et où le moyen de paiement repose sur un support physique qui fait l'objet d'autres usages, donc d'une autre demande, les variables à prendre en compte pour analyser les faits économiques sont nombreuses et dans des relations complexes entre elles. Les différences de valeur entre or et argent, entre valeur réelle et valeur nominale, génèrent des possibilités de spéculations bien plus importantes et complexes. À l'époque tous les pays cherchaient à empêcher les fuites de métal sans tenir compte des effets compensatoires possibles. C'est le caractère de monnaie-marchandise, défendu avec persévérance sur le plan théorique, qui faisait des espèces métalliques or et argent des objets de spéculation. Les périodes de refonte et de frappe monétaire facilitaient l'atteinte à la souveraineté monétaire ; c'est donc dans ces phases que les mesures contre l'exportation de métal et la spéculation étaient les plus rigoureuses. En plus des spéculateurs, les responsables de la disparition du métal étaient les thésaurisateurs. Les bénéfices de la frappe s'élevaient à 2%. De nombreuses difficultés intérieures étaient surmontées presque partout par des émissions massives de billon sur le plan intérieur et par la généralisation des lettres de change pour les échanges internationaux.

Dans ses analyses F. Galiani, de l'avis de beaucoup d'historiens, fait preuve d'ingratitude en refusant de reconnaître les dettes qu'il peut avoir à l'égard des auteurs qui l'ont précédé<sup>65</sup>. Ce manque de reconnaissance est toutefois partiellement corrigé dans l'*Avis de l'éditeur* de l'édition de 1780. Vers 1750, la notion de propriété littéraire ne répond pas aux critères actuels. L'habitude n'est pas de mettre en évidence ses sources. La démonstration la plus évidente est la *Grande Encyclopédie*, dont la publication commence alors, où Diderot pirate allègrement de multiples ouvrages techniques. Que cite F. Galiani ? Un certain nombre de référents, telle que Locke, garant de ses convictions en matière de sensualisme, quelle que soit la récente condamnation romaine. Peu d'auteurs : ceux qu'il souhaite réfuter, ou simplement contredire. Le choix de se présenter comme un auteur chevronné justifie le recours à des écrivains reconnus et appréciés des spécialistes, sans se soucier outre mesure des *nouveautés*. Il convient de ne pas lui chercher querelle si, dans l'*Avis de l'éditeur* de 1780, il minimise l'apport dû à ses devanciers immédiats. Le passage en question vise surtout à mettre en relief l'apport important, tant pour la réflexion que pour l'échange d'idées, du groupe existant autour de Rinuccini et d'Intieri, gens qui n'ont pas ou peu écrit, mais hommes d'âge certain, remarquables pour les débats oraux qu'ils savent susciter autour d'eux, en particulier dans la jeunesse.

Parmi les auteurs cités par F. Galiani dans son ouvrage, on trouve toutes les références fondamentales de l'époque sur la théorie monétaire : B. Davanzati, l'abbé de Saint-Pierre, J. Locke, F. Le Blanc, J.-F. Melon, N. Dutot, C Broggia, J. Savary, J. Pâris-Duverney, T. Spinelli ; auxquels il faut ajouter les textes grecs et latins des juristes en droit canon Scipione Maffei et Daniele

<sup>64</sup> Marco BIANCHINI, *Alle origini della scienza economica*, Parma, editrice studium parmense, 1982, p. 82.

<sup>65</sup> Cette absence de reconnaissance des auteurs utilisés était courante à l'époque et même plus tard avec moins de justification comme par exemple avec Adam Smith qui fait preuve d'une totale avarice pour reconnaître les emprunts qu'il a pu faire chez les auteurs qui l'ont précédé.

Concina, ainsi que les dictionnaires, dont le *Dictionnaire du Change augmenté* de PP. di S. Mauro. F. Galiani fait également allusion aux écrits des Maîtres de l'Hôtel des Monnaies<sup>66</sup>. Ses travaux antérieurs sur la monnaie, sa position au sein des élites dirigeantes du Royaume de Naples lui ont donné accès à des documents de première main comme « *les registres de la chancellerie du Roi Charles I<sup>er</sup>, à [partir de] l'année 1274* »<sup>67</sup>. Il est probable également que dès la première édition il a utilisé les rapports de Giovan Donato Turbolo<sup>68</sup>, Maître de l'Hôtel des Monnaies du Royaume de Naples.

### *Le Della moneta et la France*

Dès sa parution, l'ouvrage de F. Galiani est connu en France dans les cercles de la physiocratie. L'inventaire après décès de Vincent de Gournay montre que l'ouvrage figure dans sa bibliothèque. Turgot possédait l'ouvrage de F. Galiani et le cite dans son texte *Valeurs et monnaies* qui paraît près de vingt ans plus tard, lorsqu'il introduit son concept de « valeur estimative » et de « valeur appréciative ». Au moment où paraît le *Della Moneta* (1751), Turgot a publié la *Deuxième lettre à l'Abbé de Cicé sur le papier monnaie*, qui critique les opinions de J. Law mais ne dit rien sur le problème de la valeur qu'il introduira vingt ans après en faisant explicitement référence à F. Galiani. Les nouveaux ouvrages, sont vite connus, commentés, voir traduits<sup>69</sup> comme dans le cas de Pietro Verri<sup>70</sup> et de Cesare Beccaria<sup>71</sup>. Ce n'est pas le cas du *Della Moneta* : les physiocrates font de la monnaie un élément secondaire. Ils diffusent et font traduire les œuvres qui traitent de la liberté du commerce, de l'industrie et viennent renforcer leur position. Le combat pour la limitation du pouvoir du Prince s'accommode mal de la question monétaire qui, à travers l'unité de compte ramène nécessairement au fondement politique de la société, à la souveraineté.

Si le *Della moneta* n'est pas cité par le groupe des physiocrates, mis à part Turgot, il le sera plus tard par J.-B. Say. Celui-ci est le dernier économiste français à posséder une bonne connaissance des économistes italiens<sup>72</sup>, notamment grâce à la publication du baron Custodi<sup>73</sup> qui commence en 1803. F. Quesnay expose ses thèses dans l'article *Fermier* de l'*Encyclopédie* en 1756, dans l'article *Grain* de 1757 et le *Tableau Économique* est de 1758. Outre l'influence<sup>74</sup> des *Meditazioni sulla economia politica*<sup>75</sup> de Pietro Verri sur la rédaction du *Traité d'économie politique*<sup>76</sup> (1803), J.-B. Say donne une place importante à F. Galiani dans les éditions postérieures du *Traité*. : « *Ce que cet ouvrage a de singulier, c'est qu'on y trouve quelques-uns des fondements de la doctrine de Smith, et entre autres que le travail est le seul créateur de la valeur des choses,*

<sup>66</sup> Il nous manque ici une étude systématique des sources utilisées par F. Galiani.

<sup>67</sup> Voir la note IX à la deuxième édition.

<sup>68</sup> Giovanni Donato TURBOLO, maître de l'Hôtel des Monnaies de Naples, écrit le : *Discorso sopra le monete del Regno di Napoli con diverse relazioni e copie d'altri discorsi datu fuora nell'anni 1618-20 pertinenti alla medesima materia*, Napoli, s.m.e., 1629.

<sup>69</sup> Les *Meditazioni sulla economia politica* de Pietro VERRI, parues anonymement en 1771, furent traduites en français et publiées dès 1773 et rééditées en 1776 et 1779. De même en 1755 fut traduit et publié la *Dissertation sur le commerce* de G. BELLONI.

<sup>70</sup> P. VERRI, *Meditazioni sulla economia politica*, in P. CUSTODI (a cura di), *Scrittori classici italiani di economia politica*, Parte moderna, vol. 16, Milano, Destefanis, 1804 ; traduction française, *Méditations sur l'économie politique*, Delaunay, Paris 1823.

<sup>71</sup> L'ouvrage de C. BECCARIA, *Des délits et des peines*, sera traduit dans toutes les langues.

<sup>72</sup> Sur les lectures italiennes de J.-B. Say, voir A. TIRAN, « Notes sur Jean-Baptiste Say et les économistes italiens », *Il Pensiero Economico Italiano*, VIII, 2000/2, pp. 185-198.

<sup>73</sup> P. CUSTODI (a cura di), *Scrittori classici italiani di economia politica*, 52 vol., Destefanis, Milano, 1803-1816.

<sup>74</sup> André TIRAN, « Pietro Verri, aux origines de la théorie de la valeur et de la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say », *Revue d'Economie Politique*, mai-juin, 1993, pp. 445-471.

<sup>75</sup> Pietro VERRI, *Meditazioni sulla economia politica* (1771), in : P. CUSTODI (a cura di), *Scrittori classici italiani di economia politica*, Parte moderna, vol. 16, Destefanis, Milano, 1804, (trad. française, *Méditations sur l'économie politique*, Paris, Delaunay, 1823).

<sup>76</sup> J.-B. SAY, *Traité d'Economie Politique*, 1<sup>ère</sup> édition, Paris, Crapelet, 1803.



*c'est-à-dire des richesses ; principe qui n'est pas rigoureusement vrai, comme on le verra dans cet ouvrage, mais qui, poussé jusqu'à ses dernières conséquences, aurait pu mettre Galiani sur la voie de découvrir et d'expliquer complètement le phénomène de la production* »<sup>77</sup>. Le groupe des idéologues, dont fait partie J.-B. Say<sup>78</sup>, suit avec attention ce qui se passe et se publie en Italie. Ainsi P.-L. Ginguené rédige l'article biographique de F. Galiani pour la *Biographie universelle, ancienne et moderne*<sup>79</sup>. Il existe aussi des jugements négatifs comme celui de Jérôme-Adolphe Blanqui dans son *Histoire de l'économie politique en Europe, depuis les anciens jusqu'à nos jours*<sup>80</sup> à cause de l'opposition de F. Galiani aux physiocrates.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'ouvrage de F. Galiani connaît deux nouvelles éditions reproduisant la deuxième édition du *Della Moneta* (1780). La première faite par le Baron Custodi dans sa collection *Scrittori classici italiani di economia politica*, volumes III et IV à Milan en 1803 par l'éditeur Destefanis. La deuxième, toujours à Milan, en 1831 dans la collection *Biblioteca scelta di opere italiane antiche e moderne*, volumes 285 et 286 par Silvestri. Au XX<sup>e</sup> siècle, il y a quatre nouvelles éditions. En 1915, F. Nicolini republie l'ouvrage dans la collection *Scrittori d'Italia*, à Bari en reprenant le texte de la deuxième édition. En 1963, A. Merola publie aussi le texte de l'édition de 1780 chez Feltrinelli à Milan précédé d'une introduction de A. Caracciolo, avec en appendices des inédits dont la traduction partielle par F. Galiani de l'ouvrage de J. Locke, *Some Consideration of the Consequences of the Lowering Interest and Raising the Value of Money*. En 1971, F. Diaz et L. Guerci publient, dans la collection *La letteratura italiana storia e testi*, chez Riccardo Ricciardi à Naples et Milan les *Opere di F. Galiani* avec le texte de la première édition du *Della moneta* et les ajouts de la deuxième ainsi qu'un grand nombre d'inédits.

Chez les historiens de la pensée comme : A. Dubois, E. Dessenin, E. Gaudemet à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, F. Galiani fait l'objet d'articles autour du problème du commerce des blés et de la valeur<sup>81</sup>. Cet intérêt se prolonge dans le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle avec G. Arias et P. Lebrun<sup>82</sup>. Toutefois c'est avec R. Gonnard et Ch. Rist que F. Galiani fait l'objet d'une véritable analyse. R. Gonnard indique que « *Galiani a, comme Turgot, mais plusieurs années avant Turgot, qui l'a d'ailleurs lu et cité, eu le mérite d'étudier la théorie monétaire en connexion avec le problème de la valeur. Ceci était à peu près une nouveauté. Et, d'autre part en ce qui concerne cette question de la valeur, il a fait preuve d'une originalité certaine. Avant Turgot, avant Condillac, il a analysé la valeur comme les économistes modernes* »<sup>83</sup>.

Ch. Rist dans son *Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie* accorde

<sup>77</sup> J.-B. SAY, *Traité d'économie politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses*, Paris, Renouard, 1814, I, *Discours préliminaire*, pp. XXXVII-XXXVIII.

<sup>78</sup> Voir André Tiran et Emmanuel Blanc, introduction à *Œuvres morales et politiques de J.-B. Say*, volume IV, *Œuvres complètes de J.-B. Say*, coordonnées par A. Tiran, éditées par E. Blanc, P. H. Goutte, G. Jacoud, C. Mouchot, J.-P. Potier, J. M. Servet, M. Saquin, Ph. Steiner, A. Tiran, Paris, Economica, 2002.

<sup>79</sup> P.-L. GINGUENÉ, « *Galiani (Ferdinand)* », in *Biographie universelle, ancienne et moderne*, XVI, Paris, Michaud, 1816, pp. 300-309.

<sup>80</sup> Jérôme-Adolphe BLANQUI, *Histoire de l'économie politique en Europe, depuis les anciens jusqu'à nos jours, suivie d'une bibliographie raisonnée des principaux ouvrages d'économie politique*, Paris, Guillaumin, 1837, vol. II, p. 434.

<sup>81</sup> A. DUBOIS, « Les théories psychologiques de la valeur au XVII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'économie politique*, vol. XI (1897), pp. 849-64 et 911-3 ; E. GAUDEMET, *L'abbé Galiani et la question du commerce des blés à la fin du règne de Louis XV*, Paris, Rousseau, 1899 ; E. DESSEIN, *Galiani et la question de la monnaie au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Langres, Imprimerie champenoise, 1902 ; C.-J. GIGNOUX, « L'abbé Galiani et la querelle des grains au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire économique et sociale*, X (1922), pp. 17-37.

<sup>82</sup> G. ARIAS, « Ferdinando Galiani et les physiocrates », *Revue des sciences politiques*, vol. XXXVII (1922), pp. 346-366. P. LEBRUN, *Réflexions méthodologiques sur l'histoire des théories et des doctrines économiques. La soi-disant modernité de Ferdinando Galiani*, dans les mélanges *Studi in onore di A. Fanfani*, VI, *Evo contemporaneo*, Milano, Giuffrè, 1962, pp. 329-358.

<sup>83</sup> R. GONNARD, *Histoire des doctrines monétaires dans ses rapports avec l'histoire des monnaies*, Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1936, vol. II, pp. 555-69 et p. 157 pour la citation. Voir également R. GONNARD, *Histoire des doctrines économiques*, II, Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1922, pp. 142-146.

également une place importante à F. Galiani : « *Il faut lui faire ici une place de choix. Seul, peut-on dire [...] Galiani a su définir le rôle de la monnaie et son importance sans tomber dans les exagérations ni de ceux qui la déprécient, ni de ceux (plus dangereux à ses yeux) qui se plaisent à l'exagérer* ». À propos de la théorie de la valeur, il écrit : « *Ce chapitre remarquable où, bien avant Condillac et beaucoup mieux que chez Smith, sont réunis tous les éléments d'une vraie théorie de la valeur, aboutit à la conclusion que les métaux, étant utiles et rares, ont une valeur qui leur est propre en dehors de leur usage comme monnaie.* »<sup>84</sup>. Enfin G.-H. Bousquet sera celui qui en France, après 1925, accordera, dans le domaine de l'histoire de la pensée économique, une place constante aux auteurs italiens en général et à F. Galiani en particulier dans son *Esquisse d'une histoire de la science économique en Italie. Des origines à Francesco Ferrara*<sup>85</sup> ; il publie aussi une traduction partielle du *Della Moneta*<sup>86</sup>. Dans la période récente plusieurs économistes se sont intéressés à F. Galiani<sup>87</sup>.

La maîtrise atteinte par F. Galiani, dans l'analyse des questions monétaires, ne fera pas l'objet, sauf de la part des historiens italiens, de l'attention et de la reconnaissance qui lui revient. Si bien que l'ouvrage de F. Galiani est resté largement ignoré par les élites cultivées de l'Europe d'alors. Si l'on compare les discussions qui ont lieu autour de l'autre grand ouvrage de F. Galiani : le *Dialogue sur le commerce des bleds* (1769) à celle autour du *Della Moneta*, on ne peut qu'être frappé par la forte inégalité de traitement. À quoi faut-il attribuer ce qui apparaît à la fois comme une injustice et de l'ignorance ?

Sans doute le caractère technique de l'ouvrage fait-il problème et peut rebuter certains lecteurs, bien qu'une de ses grandes qualités soit la remarquable clarté du style dans une matière où le jargon et la faiblesse de l'expression règnent. Certes une partie des problèmes soulevés par les mutations monétaires, si nombreuses au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle, ne se posent plus avec la même acuité à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> c'est la forme moderne de la monnaie de crédit qui est discutée. Pourtant les débats sur le bi-métallisme or et argent, ainsi que sur l'inflation, se prolongent tout au long du XIX<sup>e</sup>. Deux questions que F. Galiani traite de main de maître dans son ouvrage, certes dans un contexte différent. S'il avait été lu cela aurait, selon J. S. Schumpeter<sup>88</sup>, évité beaucoup de discussions inutiles. K. Pribram n'est pas en reste tout en mettant l'accent sur des points différents : « *L'abbé Ferdinando Galiani (1728-1787), [...], mérite une mention spéciale dans l'histoire du raisonnement économique du fait de ses apports remarquables aux théories de la monnaie et de la valeur* »<sup>89</sup>.

Malgré les remarques de J. A. Schumpeter et de K. Pribram, l'œuvre de F. Galiani reste largement ignorée de la littérature anglo-saxonne exception faite de l'ouvrage de E. Monroe<sup>90</sup>. Pour expliquer un tel oubli, il faut prendre en compte le fait que l'ouvrage de F. Galiani se situe à un moment crucial de l'élaboration de la théorie économique, où la question de la valeur devient le point central de toute la réflexion analytique, reléguant à l'arrière plan toutes les autres questions,

<sup>84</sup> Ch. RIST, *Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie*, Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1938, pp. 100-101.

<sup>85</sup> G.-H. BOUSQUET, *Esquisse d'une histoire de la science économique en Italie. Des origines à Francesco Ferrara*, Paris, Rivière, 1960, pp. 27-38.

<sup>86</sup> Les manuels en histoire de la pensée publiés depuis, y compris pour la période récente, par des Français, ou des francophones, n'accordent pratiquement plus aucune place à F. Galiani en dehors de la mention de son nom. Les ouvrages de H. DENIS, *Histoire de la pensée économique*, Paris, PUF, 1963, J. MARCHAL et J. LECAILLON, *Les flux monétaires, Histoire des théories monétaires*, Paris, Cujas, 1967, et ceux plus récents de A. BÉRAUD et G. FACARELLO (dir.) de, *Nouvelle Histoire de la pensée économique*, Paris, La Découverte, 1992, Th. GUGGENHEIM, *Les théories monétaires préclassiques*, Genève, Librairie Droz, 1978, soit n'y font aucune référence ou ne le cite qu'à propos du débat sur le commerce des blés.

<sup>87</sup> C. BENETTI, OOO, L. CHARLES, Thèse OOO, G. KLOTZ, OOO, *Il pensiero economico italiano*, 2001,

<sup>88</sup> J. A. SCHUMPETER, *Histoire de l'analyse économique*, 3 vol., Paris, Gallimard, 1983, t. 1, p. 423.

<sup>89</sup> Karl PRIBRAM, *Les fondements de la pensée économique*, Paris, Economica, 1983, pp. 116-117.

<sup>90</sup> E. MONROE, *Monetary Theory before Adam Smith*, Gloucester (Mass.), Smith, 1965, (réimpression de l'édition de 1923).

en particulier les questions monétaires et financières. F. Galiani ne s'intègre, de ce point de vue, à aucune école de pensée. On peut comprendre le destin singulier de cet ouvrage si l'on tient compte qu'il est non seulement un sommet et un achèvement des théories monétaires antérieures mais aussi le moment de l'éviction de la monnaie comme objet central de la théorie économique au profit de la thématique de la valeur qui domine jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

### *Les traductions du Della Moneta*

L'absence de traduction du *Della Moneta* a pesé lourdement dans l'absence d'une véritable prise en compte de l'apport théorique de F. Galiani. Cette situation, qui relève du contexte politique, culturel et économique ne touche pas seulement F. Galiani. Sur les 58 ouvrages publiés en Italie sur des questions économiques entre 1750 et 1759, il n'y a qu'une traduction en français : celle de la *Dissertation sur le commerce* de G. Belloni par Morenas en 1755. En revanche on compte douze ouvrages traduits de l'anglais et quatre de l'espagnol. Enfin on peut se demander pourquoi F. Galiani n'a pas assuré lui-même la traduction de son ouvrage lors de son séjour à Paris ? Outre la « paresse » que lui reproche nombre de ses contemporains, il faut aussi faire l'hypothèse que lui-même considérait le *Della Moneta* comme un essai propre au contexte italien et aux réalités napolitaines.

André Morellet a traduit l'ouvrage de F. Galiani. Cette traduction a été en partie retrouvée récemment<sup>91</sup>. Dans une lettre du 7 avril<sup>92</sup>, il répond à F. Galiani qui lui avance l'argument qu'il y aurait contradiction à avoir traduit le *Della Moneta* et à réfuter le *Dialogue sur le commerce des bleds*, qui sont deux œuvres bâties sur les mêmes principes, A. Morellet répond : « À la vérité vous insinuez que je serai en contradiction avec moi-même parce que j'ai traduit votre ouvrage en français. J'ai pu le traduire et en dire beaucoup de bien sans m'engager pour cela à ne pas le réfuter » et plus loin il ajoute « Le bien que j'en ai dit et la peine que j'ai pris de le traduire prouvent seulement que je suis juste »<sup>93</sup>.

En dehors de cette traduction, dont il ne reste que quelques dizaines de pages, le reste du manuscrit ayant disparu, nous disposons de la traduction faite par G. H. Bousquet et J. Crisafulli<sup>94</sup>. Toutefois elle est très partielle, moins d'un cinquième de l'ouvrage et ne répond plus à nos critères actuels sur la précision et le respect du texte. Du côté des traductions en anglais, il faut mentionner les quelques passages traduits et publiés par E. Monroe dans *Early Economic Thought*<sup>95</sup> (1924). En 1977, une traduction intégrale de l'ouvrage a été réalisée par R. Toscano<sup>96</sup> mais est demeurée à l'état de microfiches. Enfin très récemment W. Tabarelli<sup>97</sup> (1999) a donné une traduction en allemand du *Della Moneta*. Il aura donc fallu près de 250 ans pour que cet ouvrage majeur de théorie économique soit traduit et publié en français avec la présente traduction, et en allemand pour celle déjà citée.

<sup>91</sup> Voir Christophe SALVAT, *Formation et diffusion de la pensée économique libérale française : André Morellet et l'économie politique du dix huitième siècle*, Thèse, Université Lyon 2, vol. II, annexe 6, Ms. Morellet 256a, pp. 160-166. Les fragments retrouvés portent sur le chapitre II du Livre I du *Della Moneta* qui traite de la valeur.

<sup>92</sup> A. MORELLET, *Lettres d'André Morellet*, t. 1, 1759-1785, publiées et annotées par D. Medlin, J.-C. David, P. Leclerc, Oxford, The Voltaire Foundation, 1991, p. 135.

<sup>93</sup> Voir Christophe SALVAT, *Formation et diffusion de la pensée économique libérale française : André Morellet et l'économie politique du dix huitième siècle*, Thèse, Université Lyon 2, Lyon, pp. 146-154.

<sup>94</sup> F. GALIANI, *De la monnaie : (1751) / Traduit et analysé avec bibliographie, introd. et notes par G.-H. BOUSQUET et J. CRISAFULLI*, Paris, Librairie M. Riviere, 1955.

<sup>95</sup> E. MONROE, *della Moneta* in *Early Economic Thought*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1924, pp. 279-307.

<sup>96</sup> Ferdinando GALIANI, *On money : a translation of Della moneta*, by Peter R. TOSCANO, Ann Arbor : Published for Dept. of Economics, University of Chicago by University Microfilms International, 1977.

<sup>97</sup> Werner TABARELLI, *Ferdinando Galiani « Uber Das Geld »*, Dusseldorf, Verlagsgruppe Handlesblatt GmbH, 1999.

*La traduction*

La présente traduction est basée sur la première édition du *Della Moneta, libri cinque*, parue à Naples anonymement, chez l'éditeur Giuseppe Raimondi (1751) qui porte en frontispice la date de 1750. Bien que F. Galiani, lors de la deuxième édition du *Della moneta* (1780), fasse référence à la date de 1750, la parution eu bien lieu en 1751 comme l'atteste la première licence de publication éditée dans les ajouts à la deuxième édition qui porte la date du 16 août 1751<sup>98</sup>. La deuxième édition de l'œuvre a pour titre : *Della moneta, libri cinque di Ferdinando Galiani. Edizione seconda, in Napoli, MDCCLXXX, nella stamperia simoniana*. Cette deuxième édition comporte une longue préface, une postface, trente cinq longues notes, soixante cinq variantes, la plupart de style et sans incidence aucune sur le sens du texte. Nous publions dans cette édition vingt cinq variantes qui comportent des modifications de sens.

Traduire le texte a impliqué le labeur d'un collectif d'italianistes et d'économistes que nous avons animé de 1997 à 2001. La méthode est une reprise, à une échelle plus modeste, de celle initiée par Jean-Michel Servet, pour la traduction de *The Wealth of Nations* de A. Smith<sup>99</sup>. Chaque chapitre a été traduit par un italianiste, relu et discuté ensuite avec un économiste. Ce travail commencé en 1997 pour la traduction a été réalisé par Anne Machet, Anna Paola Pioggiosi, Elisa Rossi, Pier Angelo Solari, Renée Tirelli, et pour la relecture des économistes par Emmanuel Blanc, Loïc Charles, Christophe Salvat, André Tiran. Anne Machet a ensuite harmonisé l'ensemble des traductions avec propositions de certaines modifications. Le couple italianiste – économiste a rediscuté ces variantes suggérées. Le texte ainsi « revu et corrigé » a fait l'objet d'une lecture à haute voix entre la coordinatrice et le responsable de cette traduction. Cette relecture à haute voix a été décisive pour éclaircir nombre de passages et faire les corrections nécessaires. Au total ce sont dix relectures qui ont été réalisées.

Nous avons fait le pari d'une édition bilingue afin de permettre la confrontation permanente des deux textes même avec l'intime conviction qu'il était impossible de rendre le style<sup>100</sup> de F. Galiani, souvent loué pour son élégance et sa précision. Notre traduction est destinée à être lue et comprise par un lecteur contemporain. Toutefois nous nous sommes refusé à utiliser des mots par trop nouveaux et chargés aujourd'hui d'une signification différente. Nous avons cherché à éviter tout à la fois l'archaïsme et l'anachronisme. En particulier nous avons cherché à éviter toute modernisation, et toute précision abusive concernant les concepts économiques utilisés par F. Galiani. Ceci devrait permettre d'éviter, comme il arrive trop souvent, que des économistes ne citent ce texte ancien sans précaution vis à vis de la langue du XVIII<sup>e</sup>. La difficulté qui ne peut pas être surmontée est celle de l'absence d'équivalent linguistique de chaque terme d'une langue dans une autre. Tout ce qui est dit et pensé dans une langue ne peut l'être dans une autre sans compter les variations de sens dans le temps.

*Remerciements*

La réalisation de ce projet n'aurait pas été possible sans les relations de famille, d'amitiés et de complicités qui liaient la plupart d'entre nous. Je remercie en particulier les linguistes qui ont permis en premier lieu la réalisation de cette entreprise : Anna Paola Pioggiosi, Elisa Rossi, Pier Angelo Solari, Renée Tirelli et Anne Machet qui a assumé la lourde tâche de coordonner et de revoir les multiples versions du texte. Nicole Mollon du Centre Walras avec une grande disponibilité a réalisé la mise en forme du texte.

Les premières recherches nécessaires (déplacements, documentations, saisie, etc.) ont été soutenues par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le programme Galilée.

<sup>98</sup> Voir F. NICOLINI, « Intorno a Ferdinando Galiani a proposito di una pubblicazione recente », *Giornale storico della letteratura italiana*, vol. LII, pp. 1-55.

<sup>99</sup> A. SMITH, *La richesse des nations*, traduction ss. la dir. de J.-M. Servet, Paris, Economica, 1999.

<sup>100</sup> F. Galiani fait un large usage de la métaphore des fluides, fleuves et courants pour expliquer certains processus économiques. Sur ce point voir P. DOCKES, *L'espace dans l'histoire de la pensée économique*, Paris, Flammarion, 000

L'appui du Centre A. et L. Walras, de son directeur J.-M. Servet de 1997 à 2000 puis de G. Klotz a été décisifs pour mener à bien l'entreprise.

Ce travail de longue haleine sort au moment précis où les échanges monétaires européens prennent un tour nouveau avec l'établissement de l'Euro. Les considérations de notre Napolitain réfléchissant sur les points de vue multiples en matière d'unité de compte, à propos des techniques bancaires variées des États italiens, ou bien sur les bienfaits et méfaits de la dette publique, pour réguler la monnaie, et assurer la confiance, si essentielle à la vie de l'État. Cette publication peut favoriser le débat sur les mutations nécessaires, ou subies, sur la réalité de ce qu'est le concept de valeur, si bien cernée par une jeune homme de 1750.

André Tiran